Nations Unies E/cn.7/2003/L.15



## Conseil économique et social

Distr.: Limitée 9 avril 2003

Français

Original: Espagnol

## Commission des stupéfiants

Quarante-sixième session Vienne, 8-17 avril 2003 Points 4 et 5 de l'ordre du jour **Réduction de la demande de drogues** 

Trafic et offre illicite de drogues

## Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela: projet de résolution

La Commission des stupéfiants recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

## Création de centres de formation technique et administrative au contrôle des précurseurs, à la lutte contre le blanchiment de l'argent et à la prévention de l'abus de drogues

Le Conseil économique et social,

Conscient de ce que les infractions liées au trafic de drogues sont dues à la disponibilité des précurseurs chimiques sans lesquels la transformation illicite de drogues d'origine naturelle et synthétique ne serait pas devenue un problème pour l'humanité.

Préoccupé par le fait que le problème ne cesse de croître pour ce qui est des tendances de l'offre illicite, du détournement et de la substitution des précurseurs et de l'utilisation de technologies sophistiquées pour la transformation illicite des drogues naturelles et synthétiques, afin de contourner la législation et de s'assurer l'impunité,

Préoccupé également par l'importance croissante du blanchiment de l'argent tiré du trafic de drogues, qui fragilise les économies nationales et encourage la corruption et l'impunité,

Constatant que l'offre de drogues illicites met en danger la santé publique et que la demande provient principalement des enfants et des jeunes,

Considérant que l'éducation et la formation constituent une condition fondamentale de l'efficacité des différentes tâches que les institutions et les

V.03-82914 (F) 110403 110403



fonctionnaires doivent accomplir pour faire face au problème mondial de la drogue et aux infractions qui y sont liées.

Prie instamment les organisations internationales d'apporter un financement et d'autres formes d'appui pour créer des centres spécialisés dans la formation d'experts aux divers domaines relatifs à la lutte contre le problème mondial de la drogue, en mettant plus particulièrement l'accent sur les mesures de prévention et sur des questions telles que le contrôle des précurseurs, la lutte contre le blanchiment de l'argent et la prévention de l'abus de drogues.